



Appel citoyen pour préserver le service public local, les moyens financiers des collectivités et la démocratie !

Monsieur le 1er Ministre,

Des réformes dangereuses pour les collectivités et les habitants sont aujourd'hui engagées par le gouvernement :

- Suppression de la taxe professionnelle qui représentait environ 30 % des ressources de notre commune.
- Réforme des collectivités territoriales qui signifie notamment la disparition progressive des communes, l'impossibilité à venir pour Allonnes, de réaliser des opérations importantes nécessitant les financements croisés du Département et de la région. Une réforme qui remet en cause également la décentralisation et le principe républicain de libre administration des collectivités territoriales.
- Réforme encore du mode de scrutin pour les élections régionales et cantonales, laquelle, en instituant un scrutin uninominal à un seul tour condamnera le pluralisme politique et la parité.

Dans le même temps, les moyens financiers se réduisent :

- Baisse des dotations de l'Etat.
- Baisse des dotations politique de la ville.

Quel devenir pour le Service Public ?

Ce qui est en jeu, ce n'est rien de moins que l'autonomie financière des collectivités et donc le devenir du service public de proximité, de centaines de milliers d'emplois, leur capacité d'investissement (ces collectivités réalisent aujourd'hui 75% des équipements civils), et la démocratie locale, fondement de nos institutions républicaines.

Dans le même temps, il est évident que l'imposition retirée aux entreprises, sera transférée en partie sur les ménages qui voient déjà, au quotidien, leurs charges augmentées.

De telles réformes ne sont pas de nature, bien au contraire, à répondre aux attentes sociales du pays ni à résorber les déficits publics. Elles ne peuvent que contribuer à nous enfoncer d'avantage dans la crise, quelle soit économique ou sociale. Ainsi, pour Allonnes, nous avons dû augmenter les dépenses d'aide sociale de 12,5 %. Pour autant, les chiffres du premier trimestre attestent que cela ne sera pas suffisant. Dans le même temps, certaines actions municipales et associatives ont dû être annulées faute de financement.

Des moyens existent !

Nous ne sommes pas pour l'immobilisme comme le prétend le Président de la République. La crise de nos institutions appelle au contraire des réformes, mais des réformes progressistes fondées sur le développement des services publics, l'épanouissement de la démocratie locale, la garantie de l'autonomie financière des collectivités territoriales et le rétablissement de l'égalité républicaine à tous les niveaux et pour tous.

Ce développement est possible : les moyens existent ! Cette année, 30 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires des 40 plus grandes entreprises françaises. Il suffirait de taxer les actifs financiers des entreprises de 0,5 % pour obtenir 25 milliards d'euros au profit des services publics. Socialement juste, cette mesure permettrait également de créer des emplois. La décider est une question de volonté et de courage politique.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

Adresse mail :

Signature :

Lettre pétition à retourner à l'accueil de la mairie d'Allonnes